

Pour nos libertés, pour nos revendications, manifestons le 5 décembre !

Le 28 novembre, dans les manifestations contre la loi de sécurité globale qui ont réuni plus de 500 000 personnes en France, à l'appel d'organisations dont FO, de nombreux personnels de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur, et de nombreux lycéens et étudiants étaient présents, pour défendre leurs droits fondamentaux.

La colère gronde quand, au prétexte de l'état d'urgence sanitaire, le gouvernement fait passer une avalanche de réformes dont personne ne veut.

La colère gronde quand la ministre Vidal profite de la fermeture des facs pour imposer sa Loi de programmation LPR, et l'aggraver avec un amendement permettant de criminaliser le fait d'exercer son droit à manifester au sein d'un établissement d'enseignement supérieur.

La colère gronde quand le ministre Blanquer distribue des clopinettes en guise de revalorisation à quelques personnels et que la plupart ne percevront rien.

La colère gronde à l'Éducation nationale quand toutes les mesures prises par le ministre dans le cadre de son Grenelle amènent la remise en cause du statut donc des droits et garanties. Ces dispositions s'articulent avec des mesures telles que la loi Rilhac sur la direction d'école, la réforme du concours qui développe la contractualisation, la liquidation du Baccalauréat, Parcoursup...

La colère gronde chez les AED, qui sont « en première ligne » : manque de protection et déstabilisation des missions en raison des protocoles sanitaires, changement de lieu de travail incessant et abusif pour faire face aux manques de moyens de remplacement dans les vies scolaires.

La colère gronde quand les personnels ne peuvent plus être représentés dans les CAP et que le gouvernement décide en pleine crise sanitaire de poursuivre la destruction des CHSCT.

Plus le gouvernement aggrave la situation sociale, plus il réduit les libertés de se réunir, de manifester et de revendiquer, plus il réprime. C'est l'objectif de la loi Sécurité globale.

Nous ne confinerons pas les revendications : augmentation immédiate des salaires, retrait de toutes les remises en cause statutaires et de toutes les contre-réformes, recrutement immédiat et massif de personnels, arrêt des restructurations et destructions de services liés à la réforme territoriale, réouverture immédiate des universités.

C'est pourquoi la FNEC FP-FO continuera en toutes circonstances à porter ces revendications et invite les personnels à les exprimer une nouvelle fois dans la rue ce samedi 5 décembre, à les conjuguer avec la détermination à obtenir le retrait de la Loi Sécurité globale, pour en finir avec les mesures de régression sociale du gouvernement.

Montreuil le 3 décembre 2020